



Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

-O-O-O-

ISSN 1168-0423
Prix : 0,15 €

Dispensé du Timbrage
Bourges CTC

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 21.10.2005

Edito

APPUYONS-NOUS SUR LA PUISSANCE DU 4 OCTOBRE POUR POURSUIVRE LA LUTTE

Près de 5 500 manifestants dans le Cher et près d'1,5 million au plan national, c'est une nouvelle démonstration de la force et des exigences sociales supérieures à la mobilisation du 10 mars dernier.

Cette journée de mobilisation prend à contre-pied tous ceux qui cultivent la désespérance et qualifient l'expression populaire de « feu de paille » ou « d'exutoire ».

C'est un mouvement durable qui est en marche

Il exprime une forte demande de voir les revendications satisfaites sur des enjeux essentiels comme l'emploi et les salaires. Un sondage récent révèle que 91 % des salariés demandent l'ouverture de négociations.

Forte participation du secteur privé

Le privé et c'est à souligner un grand nombre de petites voire de très petites entreprises à participé massivement aux grèves et aux manifestations.

Ainsi le gouvernement et le Medef ne peuvent plus opposer le public au privé.

A l'appui de cette grande journée d'action unitaire, notre union départementale et toute la Cgt comme l'a proposé Bernard THIBAUT se prononce pour de nouvelles mobilisations interprofessionnelles pour amplifier le rapport de force et conforter une mobilisation durable.

Les propos du Premier Ministre et ceux du MEDEF ne laissent pas d'illusion.

Sans attendre, l'action doit se poursuivre et s'enraciner dans les entreprises, grandes et petites, du privé comme du public pour :

> une revalorisation substantielle des salaires, des retraites et des indemnités de chômage,

> l'arrêt des délocalisations et des suppressions d'emploi qui n'ont pour objectif que de rapporter le maximum aux actionnaires,

> l'arrêt des privatisations et le développement des services publics,

> l'arrêt de la criminalisation de l'action syndicale et le développement des droits syndicaux dans les entreprises.

L'Union départementale CGT du Cher a décidé de s'adresser aux autres organisations syndicales du département pour discuter avec elles des suites à donner à la mobilisation du 4 octobre.

Nous appelons chaque syndicat CGT dans chaque entreprise à entreprendre la même démarche en direction de leurs homologues là où il y en a pour envisager le développement dans l'unité de l'action revendicative et le faire savoir à l'opinion publique ainsi qu'à nos organisations respectives.

N'est-ce pas par cette démarche initiée partout à la base que l'on mettra la Cgt au plan confédéral en position de force pour obtenir des autres confédérations l'accord pour de nouvelles actions unitaires interprofessionnelles sans tarder ?

Jean-Pierre PLANSON
Secrétaire général de l'UD du Cher

Sommaire :

Edito : Après le 4 octobre, poursuite de la lutte.

P 2 : Enquêtes salaires, pétitions, solidarité SNCM,
Souscription : mode d'emploi.

P 3 : Déclaration du Bureau Confédéral
Solidarité aux grévistes de la SNCM.

P 4 : Enquête sur les salaires.

P 5 & 6 : Pétition EDF 100 % publique.

P 7 : Programme Formation Syndicale 2006.

P 8 : Affichette souscription UD 2005.

SOUSCRIPTION 2005 de l'UD-CGT

* * *

Proposez autour de vous les billets

Tirage courant Novembre.

ENQUETES SALAIRES, PETITION, SOLIDARITE SNCM, SOUSCRIPTION UD :

MODE D'EMPLOI

**Pour que les revendications s'expriment,
Pour appuyer les délégations**

Lançons une grande consultation sur les salaires.

Vous trouverez dans ce bulletin un questionnaire sur les salaires. Il est à reproduire en tract et à diffuser largement sur tous les lieux de travail. Ce questionnaire s'inspire de celui lancé par la fédération de la métallurgie mais, on le voit bien, convient parfaitement aux autres branches quitte à modifier quelques termes selon l'entreprise ou la branche.

Cette enquête vise à susciter le débat et à faire en sorte que les revendications défendues par les délégations syndicales soient bien le reflet des exigences des salariés et non pas décidées par quelques dirigeants au local syndical.

Ce questionnaire est utile pour chaque syndicat mais aussi pour les unions locales, les unions syndicales et bien sûr l'Union départementale qui entend animer une action revendicative sur les salaires spécifique au département comme cela a été décidé lors de son dernier congrès en février dernier.

Faites des procès verbaux de consultation ou renvoyer des copies des questionnaires remplis à l'UD et à l'UL en spécifiant bien le nom du syndicat afin que nous puissions construire les revendications salariales départementales.

Edf doit rester 100 % publique



La question d'un service public de l'électricité ne concerne pas que les seuls agents Edf mais tous les usagers que nous sommes et en particulier les salariés car les privatisations loin de faire baisser les prix, contribuent à les faire grimper rapidement.

C'est pourquoi, nous invitons tous les syndicats à reproduire la pétition dans ce bulletin et à la faire signer massivement dans l'entreprise pour la remonter au plus vite à l'Union départementale.

SNCM : Solidarité financière

Les salariés de la SNCM ont mené 4 semaines de grève très dure. Ils ont voté la reprise du travail dans un esprit de grande responsabilité. Pour autant, ils n'abandonnent pas la lutte. Ils ont besoin de notre soutien financier. Utilisez le tract dans ce bulletin.



SOUSCRIPTION UD 2005



A la date du 18 Octobre 2005, seulement 437 billets ont été retournés à l'UD sur les 6250 diffusés auprès des syndicats et sections.

Nous savons que beaucoup plus ont été « placés » et nous vous demandons de les faire « remonter » au mieux afin d'avoir un point le plus précis possible au fil des jours qui nous restent avant le tirage prévu le 7 novembre prochain.

Vous savez que chaque année l'apport financier de la souscription s'élève à près de 4.500 €uros indispensables au fonctionnement de l'UD et à son équilibre budgétaire.

Alors, mettons tous « les bouchées double » dans cette dernière ligne droite afin de respecter la date de tirage et de réussir notre souscription 2005.

Vous trouverez dans ce bulletin une affichette à utiliser le mieux possible.

Michel Chollet – Président de la Commission Financière de l'UD.

Déclaration du Bureau Confédéral de la Cgt

11 octobre 2005

En réaction à la puissante journée de mobilisation du 4 octobre, où les salariés du privé et du public se sont retrouvés massivement dans la rue et dans les grèves pour faire valoir leurs revendications, les interlocuteurs – gouvernement et patronat – continuent, soit de jouer la montre, soit d'imposer leurs choix unilatéraux.

Le constat est évident : le gouvernement refuse de négocier avec les représentants des salariés.

Les revendications concernant l'emploi, le pouvoir d'achat et l'avenir des services publics doivent rapidement se traduire par des avancées concrètes.

Une nouvelle démonstration éclatante vient d'être faite, hier, concernant l'avenir de la Société Nationale Corse Méditerranée. Le gouvernement est resté arc-bouté sur son seul projet de privatisation, conçu dans la précipitation. Il a refusé, délibérément, toutes les voies de négociations et de propositions présentées notamment par les organisations de la Cgt.

Au-delà des conséquences économiques et sociales provoquées par une telle attitude, la Corse risque d'être la première victime de cette obstination.

Le gouvernement confirme ainsi sa frénésie de privatisations qu'il entend aussi appliquer aux autoroutes, à EDF, aux transports urbains... Il s'obstine dans sa volonté de réduire les budgets consacrés aux missions de service public.

De son côté, le patronat n'affiche aucune volonté de négocier, notamment sur l'évolution des salaires et de l'emploi, s'abritant ainsi derrière une majorité politique acquise à sa cause.

C'est pour masquer ces intransigeances que certains médias veulent détourner le débat par une campagne de dénigrement de la Cgt visant à semer le doute sur la cohésion de ses organisations.

Le Bureau Confédéral appelle les organisations de la Cgt à multiplier les initiatives de mobilisations unitaires des salariés dans leurs entreprises, leurs branches professionnelles, auprès des pouvoirs publics. C'est la condition indispensable pour accroître le rapport de forces en faveur des salariés.

Les organisations de la Cgt doivent contribuer au succès de la manifestation unitaire organisée à Marseille ainsi qu'aux initiatives en Corse, le samedi 15 octobre, où la direction confédérale sera présente. Ce jour là, les préfetures pourront être, partout, des lieux d'expression revendicative.

Le Bureau Confédéral continue d'entretenir les contacts unitaires avec les autres confédérations et appelle ses organisations territoriales et professionnelles à faire de même.

SNCM : Solidarité Financière

MARINS FEMMES, MARINS, FEMMES DE MARINS,

ILS NE LACHERONT RIEN !

Avec notre soutien, ils peuvent gagner, ils vont gagner.

Parce que leur lutte est juste car elle est au cœur de l'intérêt général et percute l'appétit des »faiseurs de fric », Parce qu'ils tentent de les isoler et font peser la menace de la perte de l'emploi, du manque de fric, nous répondons dans les Bouches du Rhône par une campagne financière qui se doit d'être à la hauteur des enjeux :

N° de Compte : « Solidarité Grévistes » 411 991 61

à renvoyer à l'UD CGT des Bouches du Rhône

52, av de Saint-Just 13004 MARSEILLES Cedex

(informez l'UD du Cher de vos versements)

Consultation départementale sur les salaires.

Gagner plus sans travailler plus !

L'annonce des résultats des grands groupes donne la dimension de ce qu'il est possible d'obtenir. Il est honteux que la majorité des profits tirés du travail serve à alimenter la spéculation et à rémunérer les actionnaires au détriment de l'emploi. Il faut réorienter les résultats vers la satisfaction des revendications et la croissance.

Face à l'augmentation du coût de la vie, du prix des carburants, des produits de première nécessité... il y a urgence à relever le niveau du SMIC. La Cgt considère qu'il ne devrait pas y avoir de salaire inférieur à 1400 €.

Partout, des négociations doivent s'ouvrir pour engager un processus de rattrapage du pouvoir d'achat et de reconnaissance des qualifications.

Chaque salarié devrait avoir une garantie d'évolution de salaire par un changement de coefficient ou de catégorie selon la profession régulièrement tout au long de sa carrière.

La qualification de chaque personne doit être reconnue par un seuil d'accueil validant les diplômes de l'Education Nationale.

En s'appuyant sur la très forte mobilisation du 4 octobre, la Cgt propose d'engager dans chaque entreprise, chaque branche une campagne pour obtenir tout de suite des négociations annuelles obligatoires (NAO).

Dans le processus de cette campagne, elle vous propose de répondre à une grande enquête sur les salaires.

Cette enquête s'inspire de celle lancée par la fédération de la métallurgie mais convient également à l'ensemble des professions.

✂ -----

Questionnaire à remettre à un ou une militant(e) de votre entreprise

◆ Reconnaissance des diplômes

Faut-il des seuils d'accueils ? Oui Non

◆ Garanties d'évolution de carrière

Faut-il un changement obligatoire de coefficient ? Oui Non

Si oui, à quel rythme ? 3 ans 5 ans +

◆ Pas de salaire en dessous du SMIC

A quel niveau estimez-vous que le SMIC devrait être porté ? €uros nets / mois

A quel montant estimez-vous le rattrapage de votre pouvoir d'achat ? €uros nets / mois

◆ Une grille unique de l'ouvrier au cadre

Quelle doit être l'amplitude maximum de la grille ?

La CGT propose comme point de départ le SMIC, maximum 2,5 fois le SMIC

.....
.....

Nous proposons que la prime d'ancienneté soit calculée sur le salaire réel et relevée de 1 % par année de présence dans la métallurgie, quel que soit le statut du salarié.

D'accord Pas d'accord Sans avis

◆ Etes-vous prêts à vous impliquer dans le syndicalisme ? Oui Non

◆ A participer à des initiatives ? Oui Non

Si oui, lesquelles ?

Si non, pourquoi ?



Pourquoi EdF doit rester 100 % publique !

*La flambée des prix du baril de pétrole affecte votre pouvoir d'achat.
La montée du prix de l'énergie fragilise l'emploi industriel.
Tous les experts s'accordent à le dire, cette crise énergétique est profonde et durable.*

Sous l'effet conjugué de l'épuisement des réserves de pétrole et de gaz dans le monde, du manque d'investissements réalisés par les entreprises de ce secteur et de l'augmentation continue de la demande, cette tendance va se poursuivre, s'amplifier et les tensions internationales vont s'exacerber.

Dans ce contexte de crise et de tension internationales, il est impératif, pour la CGT de préserver les intérêts de notre pays en maintenant le secteur de l'électricité et du gaz sous la responsabilité exclusive de la nation.

La vente, même partielle, d'EdF à des actionnaires privés est contraire aux intérêts de notre pays et très dangereux pour l'avenir. Les exigences de rentabilités financières exprimées par les actionnaires ne sont pas compatibles avec les impératifs de long terme qu'exige ce secteur stratégique.

Le temps presse car le gouvernement veut aller vite. Il craint le débat !

Quelle que soit votre situation sociale, vous êtes concernés.

Les performances économiques de notre pays, la pérennité de votre emploi, votre niveau de vie sont étroitement liés au prix de l'énergie et donc à l'efficacité des services publics.

Alors, allons-y, engageons-nous tous ensemble dans cette nouvelle bataille.

Privatisation = Spoliation

Le développement d'Edf a été financé par les factures que vous avez acquittées.

Chaque citoyen est donc copropriétaire de cette entreprise. Vous êtes en droit d'exiger un vrai débat pour déterminer l'avenir de cette entreprise nationale.

En terme de financement, pourquoi ce qui a été possible au cours des soixante dernières années ne le serait pas pour l'avenir ? Edf a les moyens de financer son développement industriel.

Comme pour gaz de France, le gouvernement entend vendre aux Français une entreprise qui leur appartient déjà.

Finalement nous assistons à la captation d'un bien collectif par des intérêts particuliers. Ce cadeau gigantesque est réalisé sur votre dos. C'est une démarche purement idéologique qui ne s'appuie sur aucune réalité technique ou financière.

Privatisation = Facture en hausse

Avec Edf 100 % publique, les tarifs de vente aux clients résidentiels ont baissé de 29 % en dix ans.

Ceci a été possible parce que les tarifs de l'électricité, pour les abonnés domestiques, restent fixés par la puissance publique et ne sont pas soumis aux aléas du marché comme pour l'eau et le pétrole, biens publics gérés par le privé. Leur niveau est le reflet du coût de revient moyen.

Savez-vous que, dans notre pays, il existe pour l'eau un facteur de 1 à 7 entre les prix les plus bas et les plus élevés pratiqués dans les communes françaises. Pour l'électricité, c'est la solidarité et l'équité qui continuent de prévaloir. Quelle que soit la distance qui vous sépare d'une centrale de production, le même tarif est appliqué ! La solidarité entre les usagers des villes et ceux des champs et entre les territoires demeure la règle.

Les actionnaires privés, mêmes minoritaires, vont n'avoir de cesse d'obtenir une augmentation des tarifs afin de répondre à leurs exigences de profit et de casser ce système solidaire et équitable.

Au bout du compte qui va payer, qui va supporter les aléas du marché dans un secteur où les variations de prix sont faramineuses : c'est VOUS !

Privatisation = Service public dégradé

En dix ans, la finalité de cette entreprise a déjà profondément changé. Les signes de dégradations sont déjà perceptibles.

Les explosions gaz liées à l'existence de canalisations dangereuses qui auraient dû être remplacées, viennent de le démontrer ; la qualité et la sécurité des réseaux sont des missions essentielles du service public.

Or, l'approche exclusivement financière, qui conduit à reporter systématiquement les investissements nécessaires, va s'amplifier sous la pression des actionnaires. Elle peut s'avérer désastreuse et criminelle. Ainsi, à Edf comme dans les transports aériens, les coupes sombres dans les budgets d'entretien, de maintenance et de formation, l'externalisation et la sous-traitance à outrance accroissent les risques d'accidents.

Même si vous bénéficiez encore des traditions de qualité de service des entreprises publiques, -déjà sous l'effet des critères de rentabilité financière-, les agences clientèles de proximité sont fermées, les temps d'intervention sont allongés, la qualité des services se dégrade et ils sont dorénavant facturés lourdement.

Il faut modifier fondamentalement les critères de gestion de ces entreprises en redonnant la main aux élus, aux usagers et aux salariés pour renforcer la qualité du service public en milieu rural et urbain.

Privatisation = environnement sacrifié

Les profondes réformes imposées par l'Europe dans le secteur de l'énergie ont généré en dix ans une situation de déficit et de sous investissement.

Le programme concocté à la hâte afin d'éviter les ruptures vise à relancer une production basée sur le fuel et le gaz. Il risque de placer la France dans l'incapacité de respecter ses engagements de Kyoto. Rappelons que c'est grâce à une politique de long terme, avec un programme électronucléaire ambitieux, que notre pays se situe parmi les plus

performants du point de vue des rejets des gaz à effets de serre.

Une politique de long terme doit reposer sur la complémentarité des ressources énergétiques et des entreprises du secteur. Il est indispensable de relancer la recherche afin de bâtir un équilibre énergétique vertueux pour l'environnement, en recherchant à optimiser les atouts de chaque source énergétique et de trouver les solutions optimales pour la gestion des déchets nucléaires. Les actionnaires privés vont-ils se soucier de cela, personne ne le croit.

Nous pouvons imposer d'autres choix

Les pouvoirs publics, comme les directions des entreprises, font tout pour éviter que ces questions viennent publiquement en débat. Ainsi elles tentent par tous les moyens d'évacuer la perspective d'une autre politique répondant réellement aux intérêts de la Nation et, au-delà, à l'ensemble de la communauté internationale. Cette politique pourrait s'articuler autour de quelques axes forts, dont le maintien de la propriété publique exclusive et la fusion d'Edf et de Gaz de France qui, plutôt que d'entrer dans une concurrence particulièrement dispendieuse, pourraient se consacrer pleinement à préparer les moyens de production des prochaines années, dans le cadre d'une maîtrise publique de l'ensemble du secteur de l'énergie.

La CGT considère que l'énergie n'est pas une marchandise mais un bien public mondial, elle devrait échapper à la rentabilité financière et à la logique de la concurrence.

Ensemble, salariés, usagers, élus, nous pouvons bousculer les projets du gouvernement.

En participant nombreux aux initiatives qui seront organisées, nous pouvons faire en sorte qu'une autre politique, conforme aux intérêts du plus grand nombre, soit engagée.

Mr le Président de la République,

La crise énergétique est profonde et durable. La nation doit préserver de manière exclusive le contrôle et la maîtrise de ce secteur vital. Un projet de financement alternatif pour Edf est possible. En conséquence, je m'oppose à l'ouverture du capital d'Edf. Je vous demande d'user de votre autorité pour stopper ce projet contraire à l'intérêt du pays.

Nom – Prénom	Entreprise	Département	Signature



Formation Syndicale UD 18

Programme 2006

Nature	A qui s'adresse-t-il ?	Dates	Lieu Clôture/Inscrip.	Co-Animation
<u>N1</u>	A tous les syndiqués			
<u>N2 2^{ème} partie</u>	A tous les camarades qui ont suivi la première partie	15 au 19 Mai <u>Lancement</u> : 20 Mars	Bourges <u>Date clôture</u> : 15 Avril	Véronique Reine Nadine Jaubier
<u>N2 1^{ère} partie</u>	A tous les camarades qui ont suivi le niveau 1.	13 au 17 Nov <u>Lancement</u> : 18 Sept.	Bourges <u>Date clôture</u> : 13 Octobre	Georges Ortéga Laurent Kim
N1 <u>BOURGES</u>	A tous les syndiqués(ées)	20 au 24 Mars 20 au 24 Novembre	20 Février 20 Octobre	Décision
<u>MODULES</u>	Feuille de Paie Elus & Mandatés Rédiger un tract	22 & 23 Mai 12 et 13 Juin 4 & 5 Décembre	22 Avril 12 Mai 4 Novembre	UL
<u>VIERZON</u>	A tous les syndiqués(ées)	Date à définir	Décision UL	Décision UL
<u>ST AMAND</u>	-	19 au 23 Juin <u>Lancement</u> : 24 Avril	23 Mai	Alain Denizot J. Marc Durand
<u>LA GUERCHE</u>	-	29 Mai au 3 Juin <u>Lancement</u> : 3 Avril	29 Avril	Décision UL
<u>ST FLORENT</u>	-	Date à définir	Décision UL	Décision UL
<u>Formations spécifiques</u>	<i>A tous les élus et mandatés titulaires, suppléants, en situation d'être candidats, tous les intéressés</i>			
CHS CT/ATMP Tronc commun	- A tous les élus et mandatés toutes branches. - A tous les syndiqués.	3 au 7 Avril <u>Lancement</u> : 6 Février	Bourges <u>Date clôture</u> : 3 Mars	Georges Ortega Laurent Kim
<u>CHSCT</u> à partir du 2^{ème} mandat <u>Harcèlement</u>	- A tous les élus CHSCT qui ont suivi le tronc commun de cette formation. - A tous les syndiqués intéressés.	6 au 8 Novembre <u>Lancement</u> : 11 Sept.	Bourges <u>Date clôture</u> : 6 Octobre	Véronique Reine Georges Ortéga
<u>Eco/CE</u>	- Pour tous les élus au CE	19 au 21 Juin <u>Lancement</u> : 24 Avril	Bourges <u>Date clôture</u> : 19 Mai	
<u>PRUDIS et Action Juridique</u>	- Cycle à l'intention des Conseillers CGT Prud'hommes et pour les militants intéressés par l'action juridique.	Dates à déterminer	Foëcy	Sous l'égide de Claudine CERCEAU Correspondante CGT PRUDIS désignée par l'UD 18
<u>Comment organiser le syndicat CGT à l'entreprise</u>	A tous les animateurs de la vie syndicale à l'entreprise.	15 au 17 Mars <u>Lancement</u> : 16 Janv.	St-Amand <u>Date clôture</u> : 15 Février	Alain Denizot J. Marc Durand
<u>CoGiTiel</u>	A tous les responsables syndicaux. Appelés à travailler sur le CoGiTiel.	> 26 & 27 Avril > 21 & 22 Juin > 29 & 30 Novembre	Bourges 26 Mars 21 Mai 29 Octobre	Maryvonne Goudinoux J. Pierre Bouret
<u>Formation Pédagogique de Formateur CGT</u>	Aux camarades qui ont suivi le Niveau 2.	23 au 27 Octobre <u>Lancement</u> : 28 Août	Bourges <u>Date clôture</u> : 23 Septembre	Véronique Reine Nadine Jaubier

Souscription UD-CGT 2005

De nombreux lots
seront répartis
au mois de novembre

Pour mener l'action syndicale de haut niveau qu'implique la situation actuelle, l'Union Départementale CGT s'adresse à vous.

Nous avons besoin de moyens financiers importants pour animer les luttes en faveur des salariés, retraités et chômeurs.

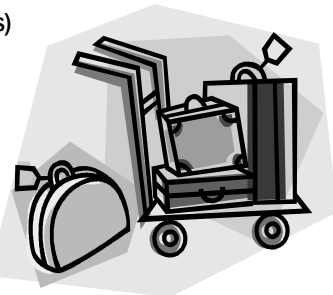
Cette année encore, nous vous appelons à répondre favorablement aux militants(es) qui vous proposeront les billets de souscription.

Nous vous remercions par avance de votre geste.

Nous ne pouvons compter que sur l'argent des salariés, gage de notre indépendance et de la préservation de nos acquis.

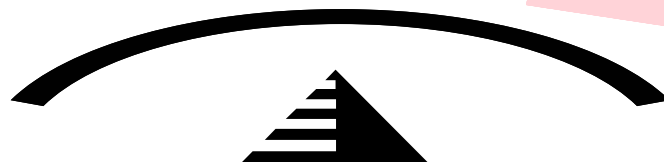
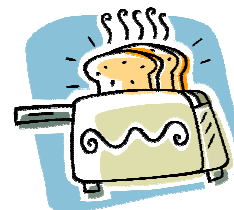
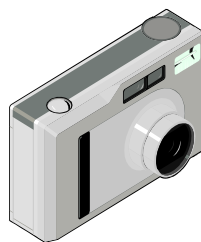
1er prix: Séjour d'une semaine
pour deux personnes

(hors périodes scolaires et hors transports)
dans l'un des 4 Villages
Vacances Mer ou Montagne



D'autres lots seront répartis:

Lecteurs DVD - Appareils photos numériques
Radios Disc Laser - Appareils ménagers



1,60 le billet

1 lot assuré par carnet

UD-CGT 18 - 8, Place Malus - 18000
BOURGES Tél. : 02 48 21 24 79